

Le Bureau légalement convoqué s'est réuni le 25 juin 2025 à 14h, sous la présidence de M. Louis COSYNS, Président du Syndicat Mixte de Développement du Pays Berry St-Amandois, à la salle de réunion du Pays Berry St Amandois, 88 avenue de la République à Saint-Amand-Montrond.

Présents : Philippe AUZON (membre), Louis COSYNS (Président), Etienne DURAND (membre), Jean GIRAUD (membre), Maryse JACQUIN-SALOMON (3^{ème} Vice-Présidente), Fabienne LEVACHER (1^{ère} Vice-Présidente).

Pouvoirs : Patrick BIGOT (membre) a donné pouvoir à Philippe AUZON, Roger DAGHER (membre) a donné pouvoir à Louis COSYNS, Florence HAUTEFEUILLE (membre) a donné pouvoir à Jean GIRAUD, Emmanuel RIOTTE (2^{ème} Vice-Président) a donné pouvoir à Maryse JACQUIN-SALOMON.

Excusés : Patrice BARRET (membre), Annie RADUGET (membre), Dominique ROBLIN (membre).

Absents : Eric DUIGOU (membre), Clarisse DULUC (membre), Bruno MARECHAL (membre), William PELLETIER (membre), Francis PERROT (membre), Isabelle RIBAUDEAU-HUE (membre).

Objet : Examen des dossiers OPAH

Nom	Commune du logement	Type de projet	Dépense subventionnable PAYS	Taux PAYS	Subvention PAYS
BEAUCHENE Béangère	Saint-Amand-Montrond	Rénovation énergétique	25 000 €	10 %	2 500 €
DE VIAL Caroline	Saint-Amand-Montrond	Rénovation énergétique	25 000 €	10 %	2 500 €
THOBOIS Corentin	Chalivoy-Milon	Travaux lourds	50 000 €	10 %	5 000 €
NOWAK Yoann	Epineuil-le-Fleuriel	Rénovation énergétique	25 000 €	10 %	2 500 €
DOREMUS Jonathan	Bussy	Rénovation énergétique	25 000 €	10 %	2 500 €
ALGRET Flavien	Saint-Amand-Montrond	Rénovation énergétique	25 000 €	10 %	2 500 €
DESDIONS-PRUVOST William	Dun-sur-Auron	Rénovation énergétique	25 000 €	10 %	2 500 €
KASPRZAK Céline	Verneuil	Rénovation énergétique	25 000 €	10 %	2 500 €
VALADE Didier	Dun-sur-Auron	Travaux lourds	41 505,50 €	10 %	4 151 €
GROSBOIS Mégane	Vallenay	Travaux lourds	50 000 €	10 %	5 000 €
AGIER Bernard	Dun-sur-Auron	Rénovation énergétique	25 000 €	10 %	2 500 €

Le bureau syndical valide à l'unanimité ces dossiers.

M. le Président expose ensuite la situation de M. et Mme Bernard Dubois de Beddes, pour lesquels une subvention de 5 000 € a été accordée par délibération du comité syndical n° 04_608/10.10.2022 le 10 octobre 2022.

Des travaux non prévus sont nécessaires et les moyens financiers de M. Dubois ne lui permettent pas de les assumer.

Un complément de subvention est sollicité sur la caisse d'urgence à hauteur de 1 766,41 € afin de permettre au projet de se réaliser.

Syndicat Mixte de Développement
du Pays Berry St Amandois

88, avenue de la République
18200 Saint-Amand-Montrond
Tél 02 48 96 16 82
contact@pays-berry-st-amandois.fr
www.pays-berry-st-amandois.fr

Date de convocation :
18/06/2025

Nombre de membres : 19
Présents : 06
Pouvoir : 04
Absents : 06
Excusés : 03
Votants : 10

Transmission en sous-
préfecture :

Affichée au syndicat le :

La présente délibération peut
faire l'objet d'un recours
devant le Tribunal
administratif d'Orléans dans le
délai de deux mois à compter
de sa publication par voie
postale (28 rue de la
Bretonnerie 45057 Orléans) ou
par l'application Télérecours :
<https://citoyens.telerecours.fr>

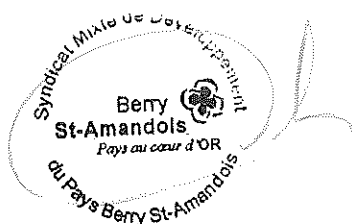
Le bureau syndical valide à l'unanimité l'attribution d'une subvention exceptionnelle d'urgence de 1 766,41 € à M. Bernard Dubois.

Fait et délibéré, mois et an que dessus.

Pour copie conforme.

Fait à Saint-Amand-Montrond, le 25 juin 2025

Le Président, Louis COSYNS



Accusé de réception - Ministère de l'Intérieur

018-251802161-20250625-01_322-BS250625-DE

Accusé certifié exécutoire

Réception par le préfet : 08/07/2025

Publication : 08/07/2025

Le Bureau légalement convoqué s'est réuni le 25 juin 2025 à 14h, sous la présidence de M. Louis COSYNS, Président du Syndicat Mixte de Développement du Pays Berry St-Amandois, à la salle de réunion du Pays Berry St Amandois, 88 avenue de la République à Saint-Amand-Montrond.

Présents : Philippe AUZON (membre), Louis COSYNS (Président), Etienne DURAND (membre), Jean GIRAUD (membre), Maryse JACQUIN-SALOMON (3^{ème} Vice-Présidente), Fabienne LEVACHER (1^{ère} Vice-Présidente).

Pouvoirs Patrick BIGOT (membre) a donné pouvoir à Philippe AUZON, Roger DAGHER (membre) a donné pouvoir à Louis COSYNS, Florence HAUTEFEUILLE (membre) a donné pouvoir à Jean GIRAUD, Emmanuel RIOTTE (2^{ème} Vice-Président) a donné pouvoir à Maryse JACQUIN-SALOMON.

Excusés : Patrice BARRET (membre), Annie RADUGET (membre), Dominique ROBLIN (membre).

Absents : Eric DUIGOU (membre), Clarisse DULUC (membre), Bruno MARECHAL (membre), William PELLETIER (membre), Francis PERROT (membre), Isabelle RIBAudeau-HUE (membre).

Objet : Pacte Territorial France Rénov : validation de la convention volet 3 du Pays

Cette convention précise surtout :

✚ Le champ d'action :

Sur l'ensemble territoire, le champ d'intervention est le suivant :

	Volet 3 : Accompagnement des ménages
La rénovation énergétique	Public modeste et très modeste

Les publics intermédiaires et supérieurs seront orientés vers les accompagnateurs Rénov' (MAR) intervenants sur le territoire.

- ✚ L'accompagnement exigé (MAR) sera externalisé via un appel d'offre.
- ✚ Les objectifs globaux de ce volet 3 accompagnement énergie du Pacte territorial du Conseil départemental du Cher, pour la durée de la convention, sont :
 - 183 logements en rénovation énergétique pour les propriétaires occupants ;
 - 7 logements en rénovation énergétique pour les propriétaires bailleurs.
 - 7 logements en logements conventionnés pour les propriétaires bailleurs
 Soit au total la rénovation de 197 logements sur 3 ans et 6 mois.

	2025	2026	2027	2028	TOTAL
Nombre de logements PO	23	46	57	57	183
Dont Rénovation énergétique – ménages très modestes	18	36	45	45	
Dont Rénovation énergétique – ménages modestes	5	10	12	12	
Nombre de logements PB	1	4	5	4	14

Date de convocation :
18/06/2025

Nombre de membres : 19
Présents : 06
Pouvoir : 04
Absents : 06
Excusés : 03
Votants : 10

Transmission en sous-préfecture :

Affichée au syndicat le :

La présente délibération peut faire l'objet d'un recours devant le Tribunal administratif d'Orléans dans le délai de deux mois à compter de sa publication par voie postale (28 rue de la Bretonnerie 45057 Orléans) ou par l'application Télérecours : <https://citoyens.telerecours.fr>

Dont Rénovation énergétique – ménages très modestes		1	1	1	
Dont Rénovation énergétique – ménages modestes	1	1	1	1	
Dont Rénovation énergétique - logements conventionnés		2	3	2	

✦ Objectifs financiers

Ces montants sont répartis, de manière prévisionnelle, selon l'échéancier suivant :

		2025	2026	2027	2028
Missions d'accompagnement	Anah	En cours de calcul			
	Maitre d'ouvrage	48 000 €	100 950 €	124 750 €	124 750 €
Aides aux travaux	Anah	En cours de calcul			
	Maitre d'ouvrage	39 000 €	80 000 €	80 000 €	80 000 €
Total	Anah	En cours de calcul			
	Maitre d'ouvrage	87 000 €	180 950 €	204 750 €	204 750 €

✦ Aides aux travaux :

Le Syndicat Mixte interviendra conformément à la délibération du 25/06/2025 en abondant les aides de l'Anah en faveur des projets de rénovation énergétique (PO/PB modestes et très modestes uniquement) selon un règlement qu'il établira. Ces interventions seront réalisées selon des règles compatibles à celles appliquées par l'ANAH.

✦ Durée de la convention

Elle sera conclue pour toute la durée de la convention de Pacte territorial départemental France Renov', soit **jusqu'au 31/12/2028 au plus tard.**

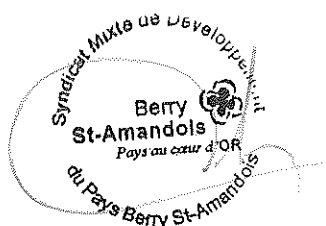
Les membres du bureau syndical valident à l'unanimité les objectifs de cette convention.

Fait et délibéré, mois et an que dessus.

Pour copie conforme.

Fait à Saint-Amand-Montrond, le 25 juin 2025

Le Président, Louis COSYNS



Accusé de réception - Ministère de l'Intérieur

018-251802161-20250625-01_323-BS250625-DE

Accusé certifié exécutoire

Réception par le préfet : 08/07/2025
Publication : 08/07/2025

Le Bureau légalement convoqué s'est réuni le 25 juin 2025 à 14h, sous la présidence de M. Louis COSYNS, Président du Syndicat Mixte de Développement du Pays Berry St-Amandois, à la salle de réunion du Pays Berry St Amandois, 88 avenue de la République à Saint-Amand-Montrond.

Présents : Philippe AUZON (membre), Louis COSYNS (Président), Etienne DURAND (membre), Jean GIRAUD (membre), Maryse JACQUIN-SALOMON (3^{ème} Vice-Présidente), Fabienne LEVACHER (1^{ère} Vice-Présidente).

Pouvoirs Patrick BIGOT (membre) a donné pouvoir à Philippe AUZON, Roger DAGHER (membre) a donné pouvoir à Louis COSYNS, Florence HAUTEFEUILLE (membre) a donné pouvoir à Jean GIRAUD, Emmanuel RIOTTE (2^{ème} Vice-Président) a donné pouvoir à Maryse JACQUIN-SALOMON.

Excusés : Patrice BARRET (membre), Annie RADUGET (membre), Dominique ROBLIN (membre).

Absents : Eric DUGOU (membre), Clarisse DULUC (membre), Bruno MARECHAL (membre), William PELLETIER (membre), Francis PERROT (membre), Isabelle RIBAudeau-HUE (membre).

Objet : Validation du choix de l'opérateur Mon Accompagnateur Rénov (MAR)

Dans le processus d'élaboration des dossiers de rénovation globale des logements, l'ANAH exige que chaque ménage bénéficie d'un accompagnement MAR (Mon accompagnateur Rénov).

Nous avons donc procédé à un appel d'offre afin de recourir à un opérateur qui pourra mener à bien les missions énumérées dans notre convention.

A savoir :

1) Mission d'accompagnement complète type MAR

L'accompagnement se scinde en 2 phases : la phase d'aide à la décision et la phase d'accompagnement à la réalisation du projet.

L'aide à la décision des propriétaires :

- **Information préalable et diagnostic initial du ménage :** premier échange. L'enjeu de l'entretien est d'explicitier les attendus de l'accompagnement et les engagements du ménage.
- **Visite et audit énergétique :** La visite à domicile sera programmée dans un délai d'un mois maximum à réception du bon de commande. L'objectif global est bien de pouvoir apporter au demandeur une aide à la décision sur son projet, avec des informations précises dans les domaines techniques conjointement aux aspects administratifs et financiers qui y sont liés.
Pour chaque ménage, nous proposerons l'intervention d'un binôme composé d'un référent technique et d'une conseillère habitat unique qui permet d'assurer la cohérence sur toutes les phases de l'accompagnement individuel.
Le conseiller technique réalise ensuite, lors de la visite, un relevé du logement. En fin de visite, le conseiller explique au propriétaire les points faibles et les points forts de son logement. Cela permet de donner au propriétaire les premières orientations du projet de rénovation thermique, avec si nécessaire d'éventuels travaux complémentaires.
L'audit énergétique du logement est ensuite réalisé au bureau.
Au regard des délibérations de l'Anah de décembre 2023 précisant les modalités

Syndicat Mixte de Développement
du Pays Berry St Amandois

88, avenue de la République
18200 Saint-Amand-Montrond
Tél 02 48 96 16 82

contact@pays-berry-st-amandois.fr
www.pays-berry-st-amandois.fr

Date de convocation :
18/06/2025

Nombre de membres : 19
Présents : 06
Pouvoir : 04
Absents : 06
Excusés : 03
Votants : 10

Transmission en sous-
préfecture :

Affichée au syndicat le :

La présente délibération peut
faire l'objet d'un recours
devant le Tribunal
administratif d'Orléans dans le
délai de deux mois à compter
de sa publication par voie
postale (28 rue de la
Bretonnerie 45057 Orléans) ou
par l'application Télérecours :
<https://citoyens.telerecours.fr>

d'intervention, nous établirons trois scénarios : un scénario a minima de 2 sauts de classe énergétique, un scénario BBC (Bâtiment Basse Consommation), un scénario BBC en plusieurs étapes

L'audit complet n'étant pas aisé à lire pour un néophyte, nous proposons donc au propriétaire une synthèse plus facile d'appropriation.

L'accompagnement à la réalisation du projet :

- La décision du demandeur d'engager ses travaux : Soit le demandeur engage cette étape et revient vers SOLIHA une fois les devis réalisés, soit SOLIHA retourne vers le demandeur.
- L'accompagnement jusqu'au dépôt des demandes de financement : pour l'ensemble des propriétaires accompagnés, il sera systématiquement proposé un mandat administratif pour monter les demandes de financement :
 - L'analyse des devis
 - L'élaboration du plan de financement prévisionnel
 - Le dépôt des demandes de financement une fois vérifié que le ou les dossiers sont complets.
- Du recueil des accords de financement jusqu'au paiement des subventions :
 - L'accompagnement du propriétaire jusqu'à réception des factures des travaux réalisés
 - La prise en main du logement
 - Le dépôt des demandes de paiement et la clôture comptable.

2) Prestations complémentaires

Dans le cadre du marché, le Pays a également sollicité SOLIHA pour assurer des prestations complémentaires qui, à l'expérience des anciennes OPAH, se sont révélées très utiles afin de déclencher le « passage à l'acte » et d'engager des travaux auprès des ménages les plus modestes.

Ainsi SOLIHA pourra être missionné pour les prestations suivantes :

- Mandat financier et caisse d'avance :

SOLIHA pourra procéder, si des propriétaires aux ressources très modestes le sollicitent, aux avances de subvention(s) et au paiement des travaux, à travers un dispositif que SOLIHA mettra en place appelé « Caisse d'avance ».

Cette prestation permet aux ménages de pouvoir bénéficier d'une avance du montant total de subvention(s) alors que l'Anah ne permet que des avances à hauteur de 30%.

- Etude de faisabilité propriétaires bailleurs :

Devant un parc de logements locatifs largement très énergivores, le Pays a souhaité mettre en place une prestation qui permette de sensibiliser et d'engager encore plus de propriétaires bailleurs que la question de la rénovation thermique globale de leurs biens.

Souvent la question de la faisabilité et de la rentabilité économique des investissements se pose et cette étude permettra d'étudier l'opportunité, la faisabilité et l'équilibre financier de l'opération.

De tels projets méritent d'être étudiés au-delà du volet subvention. Des informations complémentaires sont également données sur le volet de la fiscalité dans le cadre du conventionnement ou sur d'autres dispositifs fiscaux et sur le fonctionnement de la fiscalité du bailleur (Loc' Avantage, déclaration des revenus locatifs au régime réel, déficit foncier).

En effet, le montage est souvent pour partie assis sur le volet subventions, mais également sur le volet fiscal pour mesurer l'impact réel pour le bailleur du portage du projet de travaux, et l'amortissement réel du projet.

L'appel d'offre a été publié sur une plateforme officielle de marchés publics et sur les journaux locaux officiels puisque nous étions au-dessus du seuil de consultation simple.

Au terme de cet appel d'offre, seul SOLIHA a répondu.

Il est habilité à effectuer l'ensemble des prestations demandées, pour le prix « bordé » par l'ANAH c'est-à-dire :

Lot 1 : accompagnement complet MAR : 2 000 €

Soliha nous permettra néanmoins de moduler le prix en fonction des missions qui auraient déjà été réalisées par le Département dans le cadre de ses premiers accueils.

Lot 2 : Mandat Financier

- ✚ Mandat financier et caisse d'avance avec gestion partenaire Procivis : 350 €
- ✚ Mandat financier et caisse d'avance avec gestion d'un prêt court terme avec un organisme bancaire : 450 €

Lot 3 : étude de faisabilité propriétaire bailleurs : 1 800 €

Les membres du bureau valident le recours à Soliha pour l'accompagnement technique des porteurs de projets dans le cadre du volet 3 du Pacte et autorisent le président à solliciter une subvention auprès de l'Anah pour cet accompagnement.

Les missions de Soliha commenceront à la date d'éligibilité de notre convention.

Fait et délibéré, mois et an que dessus.

Pour copie conforme.

Fait à Saint-Amand-Montrond, le 25 juin 2025

Le Président, Louis COSYNS



Accusé de réception - Ministère de l'Intérieur

018-251802161-20250625-01_324-BS250625-DE

Accusé certifié exécutoire

Réception par le préfet : 08/07/2025
Publication : 08/07/2025

Le Bureau légalement convoqué s'est réuni le 25 juin 2025 à 14h, sous la présidence de M. Louis COSYNS, Président du Syndicat Mixte de Développement du Pays Berry St-Amandois, à la salle de réunion du Pays Berry St Amandois, 88 avenue de la République à Saint-Amand-Montrond.

Présents : Philippe AUZON (membre), Louis COSYNS (Président), Etienne DURAND (membre), Jean GIRAUD (membre), Maryse JACQUIN-SALOMON (3^{ème} Vice-Présidente), Fabienne LEVACHER (1^{ère} Vice-Présidente).

Pouvoirs Patrick BIGOT (membre) a donné pouvoir à Philippe AUZON, Roger DAGHER (membre) a donné pouvoir à Louis COSYNS, Florence HAUTEFEUILLE (membre) a donné pouvoir à Jean GIRAUD, Emmanuel RIOTTE (2^{ème} Vice-Président) a donné pouvoir à Maryse JACQUIN-SALOMON.

Excusés : Patrice BARRET (membre), Annie RADUGET (membre), Dominique ROBLIN (membre).

Absents : Eric DUIGOU (membre), Clarisse DULUC (membre), Bruno MARECHAL (membre), William PELLETIER (membre), Francis PERROT (membre), Isabelle RIBAudeau-HUE (membre).

Objet : Avis sur les dossiers CRST

Le syndicat de Pays doit donner son avis concernant les dossiers de demandes de subvention déposés dans le cadre des Contrats Régionaux de Solidarité Territoriale.

◆ Pour la Communauté de communes Cœur de France :

Bénéficiaire	Projet	Montant dépense	Dépense subventio nnable	Taux	Subvention proposée Et avis de la CdC
Action 3 : Restauration préservation et valorisation des écosystèmes					
CdC Cœur de France	Réalisation d'un Atlas de la biodiversité intercommunal				24 600 € Favorable
Mairie de Saint- Amand- Montrond	Création d'un parcours pédestre sur le thème de la biodiversité reliant le quartier du Vernet à Virlay	14 581,79€	14 581,79€	60 %	7 600 € Favorable
Nature 18	Réalisation d'un IBC à Orval	20 150 €	20 150 €	80 %	Subvention sollicitée : 16 120 € Défavorable projet non pressenti. La maquette financière n'avait pas prévu ce projet et ne dispose pas de crédits suffisant en fonctionnement
Action 34 : Equipements sportifs et de loisirs en accès libre					
Mairie de Saint- Amand- Montrond	Création d'un parcours ludique et sportif au Vernet.	228 982,50 €	228 982,50 €	30 %	68 600 € Favorable
Action 11 : Géothermie sur sondes verticales et échangeurs compacts					

Syndicat Mixte de Développement
du Pays Berry St Amandois

88, avenue de la République
18200 Saint-Amand-Montrond
Tél 02 48 96 16 82

contact@pays-berry-st-amandois.fr
www.pays-berry-st-amandois.fr

Date de convocation :
18/06/2025

Nombre de membres : 19
Présents : 06
Pouvoir : 04
Absents : 06
Excusés : 03
Votants : 10

Transmission en sous-
préfecture :

Affichée au syndicat le :

La présente délibération peut
faire l'objet d'un recours
devant le Tribunal
administratif d'Orléans dans le
délai de deux mois à compter
de sa publication par voie
postale (28 rue de la
Bretonnerie 45057 Orléans) ou
par l'application Télérecours :
<https://citoyens.telerecours.fr>

Mairie de Bouzais	Installation d'un chauffage par géothermie sur sondes au gîte rural	41 711,79 €	41 711,79 €	50 %	17 800 € Favorable
Action 10 : Plan isolation régional des bâtiments publics et associatifs					
Coust	Rénovation thermique d'un logement communal	151 339,82 €	57 729,79 €	Passage de E à B : 55 %	31 700 € Favorable
Mairie de Saint-Amand	Réhabilitation thermique du bâtiment de l'ancienne piscine Montagnac	944 029,07 €	228 770,70 €	Passage de E à A : 60 %	137 200 € Favorable
Le Relais	Travaux de réhabilitation notamment thermique d'un bâtiment administratif	245 717,42 €	245 717,42 €	Passage de D à C : 45 %	110 500 € Défavorable – projet non identifié - la CdC souhaite prioriser les projets identifiés et pourra prendre en compte de nouveaux projets après
Mairie de Bouzais	Rénovation thermique de la mairie	189 806,78 €	82 066,78 €	Passage de D à C : 45 %	49 300 € Favorable
Action 38 : Aménagement d'espaces publics					
Mairie de St-Amand-Montrond	Aménagement du parc Montagnac	939 653,35 €	541 529,25 €	40 %	216 600 € Favorable

Les membres du bureau décident de suivre l'avis de la communauté de communes Cœur de France.

◆ Pour la Communauté de communes Berry Grand Sud :

Bénéficiaire	Projet	Montant dépense	Dépense subventionnable	Taux	Subvention proposée Avis CdC
Action 11 : Géothermie sur sondes verticales et échangeurs compact					
Mairie de Maisonnais	Installation d'un chauffage par géothermie au gîte communal	48 363 €	48 363 €	50 %	24 100 € Favorable
Action 10 : Plan isolation régional des bâtiments publics et associatifs					

Mairie de Saulzais-le-Potier	Rénovation thermique d'un logement communal	277 481,43 €	74 164,97 €	60 %	44 400 € Favorable
Action 23 : Soutenir un commerce de proximité					
Rezay	Modernisation du café/ restaurant communal	16 179,56 €	16 179,56 €	30 %	4 800 € Favorable
Ids St Roch	Rénovation notamment thermique d'un logement communal	155 639,62 €	40 513,44 €	60 % + bonification de 15 % Matériaux biosourcés	24 300 € + 6 000 € Favorable

Les membres du bureau décident de suivre l'avis de la communauté de communes Berry Grand Sud.

◆ Pour la Communauté de communes Le Dunois :

Bénéficiaire	Projet	Montant dépense	Dépense subventionnable	Taux	Subvention proposée Avis CdC
Action 21 : Structure de garde et d'accueil de l'enfance					
Mairie de Dun	Travaux de mise en sécurité des espaces extérieurs de la crèche	17 392 €	17 392 €	40 % écrêtés	3 400 € (en cours)
Mesure 14 : éclairage public					
SDE18	Travaux d'éclairage public à Lantan	22 418,88 €	16 882,90 €	30 %	5 000 € (en cours)

Les membres du bureau émettent un avis favorable aux dossiers déposés sur la communauté de communes Le Dunois.

◆ Pour la Communauté de communes Arnon Boischaut Cher :

Bénéficiaire	Projet	Montant dépense	Dépense subventio nnable	Taux	Subvention proposée Avis CdC
Mesure 14 : éclairage public					
SDE18	Travaux d'éclairage public à St Loup des Chaumes	25 906,30 €	25 906,30 €	30 %	7 700 € (en cours)

Les membres du bureau émettent un avis favorable aux dossiers déposés sur la communauté de communes Arnon Boischaut Cher.

◆ Dossier transversal :

Bénéficiaire	Projet	Montant dépense	Dépense subventio nnable	Taux	Subvention proposée
Mesure 26 : projets locaux de santé					
Syndicat de Pays	Animation 2025 du CLS	51 913,67 €	51 913,67 €	50 % écrêt és	16 500 €

Les membres du bureau émettent un avis favorable sur ce dossier.

Fait et délibéré, mois et an que dessus.

Pour copie conforme.

Fait à Saint-Amand-Montrond, le 25 juin 2025

Le Président, Louis COSYNS



Accusé de réception - Ministère de l'Intérieur

018-251802161-20250625-01_325-BS250625-DE

Accusé certifié exécutoire

Réception par le préfet : 08/07/2025
Publication : 08/07/2025

Le Bureau légalement convoqué s'est réuni le 25 juin 2025 à 14h, sous la présidence de M. Louis COSYNS, Président du Syndicat Mixte de Développement du Pays Berry St-Amandois, à la salle de réunion du Pays Berry St Amandois, 88 avenue de la République à Saint-Amand-Montrond.

Syndicat Mixte de Développement
du Pays Berry St Amandois

88, avenue de la République
18200 Saint-Amand-Montrond
Tél 02 48 96 16 82
contact@pays-berry-st-amandois.fr
www.pays-berry-st-amandois.fr

Date de convocation :
18/06/2025

Nombre de membres : 19
Présents : 06
Pouvoir : 04
Absents : 06
Excusés : 03
Votants : 10

Transmission en sous-
préfecture :

Affichée au syndicat le :

Présents : Philippe AUZON (membre), Louis COSYNS (Président), Etienne DURAND (membre), Jean GIRAUD (membre), Maryse JACQUIN-SALOMON (3^{ème} Vice-Présidente), Fabienne LEVACHER (1^{ère} Vice-Présidente).

Pouvoirs : Patrick BIGOT (membre) a donné pouvoir à Philippe AUZON, Roger DAGHER (membre) a donné pouvoir à Louis COSYNS, Florence HAUTEFEUILLE (membre) a donné pouvoir à Jean GIRAUD, Emmanuel RIOTTE (2^{ème} Vice-Président) a donné pouvoir à Maryse JACQUIN-SALOMON.

Excusés : Patrice BARRET (membre), Annie RADUGET (membre), Dominique ROBLIN (membre).

Absents : Eric DUIGOU (membre), Clarisse DULUC (membre), Bruno MARECHAL (membre), William PELLETIER (membre), Francis PERROT (membre), Isabelle RIBAudeau-HUE (membre).

Objet : Plan de financement de l'animation du Contrat Local de Santé pour 2025 et autorisation au président à solliciter la participation des financeurs

Le Président présente le plan de financement pour l'animation du Contrat Local de Santé pour l'année 2025 :

Plan de financement			
Dépenses	Montant	Recettes	Montant
Salaire + charges	45 142,32 €	Aide CRST sollicitée (subvention de base) 50 % écartés	16 500,00 €
Frais de fonctionnement (15%)	6 771,35 €	bonification CRST (le cas échéant)	
		Fonds européens (à préciser : FEDER, FSE, FEADER,...)	
		Etat (ARS)	25 000,00 €
		Autofinancement	10 413,67 €
Total des dépenses	51 913,67 €	Total des recettes	51 913,67 €

Le bureau syndical valide à l'unanimité ce plan de financement et autorise le Président à solliciter une subvention auprès du Conseil Régional dans le cadre du Contrat Régional de Solidarité Territoriale.

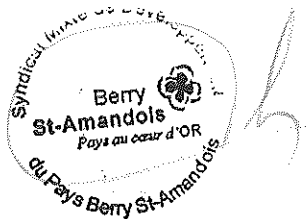
Fait et délibéré, mois et an que dessus.

Pour copie conforme.

Fait à Saint-Amand-Montrond, le 25 juin 2025

Le Président, Louis COSYNS

La présente délibération peut faire l'objet d'un recours devant le Tribunal administratif d'Orléans dans le délai de deux mois à compter de sa publication par voie postale (28 rue de la Bretonnerie 45057 Orléans) ou par l'application Télérecours : <https://citoyens.telerecours.fr>



Accusé de réception - Ministère de l'Intérieur

018-251802161-20250625-01_326-BS250625-DE

Accusé certifié exécutoire

Réception par le préfet : 08/07/2025
Publication : 08/07/2025

Le Bureau légalement convoqué s'est réuni le 25 juin 2025 à 14h, sous la présidence de M. Louis COSYNS, Président du Syndicat Mixte de Développement du Pays Berry St-Amandois, à la salle de réunion du Pays Berry St Amandois, 88 avenue de la République à Saint-Amand-Montrond.

Présents : Philippe AUZON (membre), Louis COSYNS (Président), Etienne DURAND (membre), Jean GIRAUD (membre), Maryse JACQUIN-SALOMON (3^{ème} Vice-Présidente), Fabienne LEVACHER (1^{ère} Vice-Présidente).

Pouvoirs Patrick BIGOT (membre) a donné pouvoir à Philippe AUZON, Roger DAGHER (membre) a donné pouvoir à Louis COSYNS, Florence HAUTEFEUILLE (membre) a donné pouvoir à Jean GIRAUD, Emmanuel RIOTTE (2^{ème} Vice-Président) a donné pouvoir à Maryse JACQUIN-SALOMON.

Excusés : Patrice BARRET (membre), Annie RADUGET (membre), Dominique ROBLIN (membre).

Absents : Eric DUIGOU (membre), Clarisse DULUC (membre), Bruno MARECHAL (membre), William PELLETIER (membre), Francis PERROT (membre), Isabelle RIBAudeau-HUE (membre).

Objet : Modification demande subvention fonds FEDER et CRST pour l'animation du PAT

Une demande de subvention FEDER a été déposée au titre du programme régional (action 43 qui permet d'accompagner les moyens d'animation et de coordination des PAT). Cependant elle doit être revue pour correspondre aux critères (montant minimum de subvention) donnant la possibilité de demander une aide sur plus d'une année.

La demande de subvention révisée pour la demande au FEDER, complétée du CRST doit permettre de soutenir l'animation (sur un mi-temps) et des prestations externes d'accompagnement des restaurants collectifs et de sensibilisation des publics précaires d'avril 2025 à fin 2026 :

- Diagnostics cuisine
- Audits achat
- Accompagnement rédaction marchés publics restauration
- Ateliers culinaires
- Formation « éducation au goût », menu végétarien
- Interventions nutritionniste

Le Président propose le nouveau plan de financement :

Dépenses	Montant	Recettes	Montant	Taux
animation PAT	49 028,60 €	FEDER	43 982,25 €	50,0%
prestations externes	31 581,60 €	CRST	24 100,00 €	27,4%
forfait coûts indirects	7 354,29 €	Autofinancement	19 882,24 €	22,6%
TOTAL	87 964,49 €		87 964,49 €	100,0%

Le bureau syndical valide à l'unanimité ce nouveau plan de financement et autorise le Président à signer la modification des demandes FEDER et CRST.

Fait et délibéré, mois et an que dessus.

Pour copie conforme.

Fait à Saint-Amand-Montrond, le 25 juin 2025

Le Président, Louis COSYNS



Accusé de réception - Ministère de l'Intérieur

018-251802161-20250625-01_327-BS250625-DE

Accusé certifié exécutoire

Réception par le préfet : 08/07/2025
Publication : 08/07/2025

Syndicat Mixte de Développement
du Pays Berry St Amandois

88, avenue de la République
18200 Saint-Amand-Montrond
Tél 02 48 96 16 82

contact@pays-berry-st-amandois.fr
www.pays-berry-st-amandois.fr

Date de convocation :
18/06/2025

Nombre de membres : 19
Présents : 06
Pouvoir : 04
Absents : 06
Excusés : 03
Votants : 10

Transmission en sous-
préfecture :

Affichée au syndicat le :

La présente délibération peut
faire l'objet d'un recours
devant le Tribunal
administratif d'Orléans dans le
délai de deux mois à compter
de sa publication par voie
postale (28 rue de la
Bretonnerie 45057 Orléans) ou
par l'application Télérecours :
<https://citoyens.telerecours.fr>